

Service risques et installations classées
12/14, rue des Archives
94011 Créteil Cedex

Créteil, le 16 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXELIS

11-15 rue Pierre Rigaud
62-64 rue Maurice Gunsbourg
94200 Ivry-sur-Seine

Références : DRIEAT-IF/UD94/PRAU/LO/2023/N°445GR
Code AIOT : 0007404451

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/08/2023 dans l'établissement AXELIS implanté 11 RUE PIERRE RIGAUD 62 RUE MAURICE GUNSBourg 94200 Ivry-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 13/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXELIS
- 11 RUE PIERRE RIGAUD 62 RUE MAURICE GUNSBourg 94200 Ivry-sur-Seine
- Code AIOT : 0007404451
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AXELIS + exploite un entrepôt d'environ 17 435 m², dédié au stockage, à la diffusion et à la distribution de produits culturels, cosmétiques et de téléphonie pour un volume de stockage de 80 140 m³. Il est classé à enregistrement avec antériorité sous la rubrique 1510-2 [E] et soumis à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 consolidé relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts.

Cet entrepôt comprend 5 zones de stockage appelées bâtiment A, bâtiment B, bâtiment C, bâtiment D, bâtiment E. Leurs superficies sont respectivement de 2 694 m², 6 443 m², 2 405 m², 2 179 m² et 3 384 m².

Les bâtiments A, B et C forment une même cellule de stockage. Le bâtiment D et le bâtiment E forment deux cellules distinctes.

Les installations présentes sur le site, comprennent également une chaufferie au gaz de puissance thermique totale de 2,902 MW, et des zones de charges d'accumulateurs pour une puissance totale de charge de 61,86 kW (puissance relevée lors de l'inspection du 23/03/2017).

Cette société emploie une centaine de personnes, la plage horaire de fonctionnement est de 2 h à 21 h du lundi au vendredi. Deux sous-locataires sont présents sur le site : Speed distribution logistique et Team Distribution.

L'installation est classée sous les rubriques suivantes :

Rubriques	Régime	Intitulés	Volume des activités
1510-2-b	[E]	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	80 140 m ³
2910-a-2	[D]	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	2,902 MW
2925-1	[D]	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW	61,86 kW

L'installation est réglementée, entre autre, par les les arrêtés suivants :

- Arrêté ministériel du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
- Arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (applicable à compter du 20 décembre 2018)

- Arrêté ministériel du 29/05/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 " accumulateurs (ateliers de charge d') "

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la sécurité incendie
- le plan des réseaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Extincteurs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	RIA	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Portes coupe feu	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Evacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 14	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Détection automatique incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Documents à disposition des services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.5	/	Sans objet
2	Propreté des locaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 19	/	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.1	/	Sans objet
8	Consignes	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 21	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 02/08/23, les non-conformités suivantes ont été relevées :

- quatre extincteurs n'ont pas été vérifiés.
- certains extincteurs étaient posés au sol et deux affichages étaient manquants sur deux extincteurs.
- 3 RIA sont à réparer.
- certaines zones du système de désenfumage sont hors-service.
- 3 portes coupe feu sont à réparer.
- absence d'exercice d'évacuation de moins de 6 mois.
- l'essai sirène du système de sécurité incendie n'a pas été testé à la demande de l'exploitant.
- les zones 1, 8 et 13 du système de sécurité incendie sont non fonctionnelles.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents suivants :

- un justificatif attestant la vérification des quatre extincteurs,
- un justificatif de maintenance concernant 3 RIA,
- un justificatif de maintenance concernant le système de désenfumage,
- un justificatif de maintenance concernant 3 portes coupe feu,
- un justificatif concernant le test de l'alarme sirène du système de sécurité incendie,
- un justificatif attestant que les zones 1, 8 et 13 du système de sécurité incendie n'existent plus.

De plus, les deux observations suivantes ont été formulées par l'inspection :

Observation n°1 : Les plans SSI ont été mis à jour par l'exploitant. Ils doivent être affichés près des issues de secours.

Observation n° 2 : Un agent a déposé ses outils devant une issue de secours. Il est rappelé à l'exploitant que les issues de secours doivent rester dégagées en toute circonstance et correctement balisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents à disposition des services d'incendie et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Documents à disposition des services d'incendie et de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : <ul style="list-style-type: none">- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; Ces documents sont annexés « au plan de défense incendie défini au point 23 » de cette annexe.
Constats : L'exploitant a fourni un classeur contenant : <ul style="list-style-type: none">- le plan d'accès à l'entrepôt- un plan indiquant le type de structures des bâtiments (béton, métallique)- les plans des stockages situés au rez-de-chaussée et en mezzanine- un document précisant la nature et les quantités de produits stockés dans chaque zone de l'entrepôt- un plan indiquant l'emplacement des locaux chaufferie et tension électrique- le plan de masse des bâtiments- les plans d'évacuation- le plan des moyens de lutte contre un incendie- le plan des réseaux Le classeur est disponible à l'accueil avec le registre sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Propreté des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'entrepôt était maintenu propre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : le plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2020, article 1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). « Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. »
Constats : L'exploitant a fourni le plan des réseaux d'eau, réalisé par un géomètre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
Constats : L'exploitant a fourni le compte rendu de vérification périodique des extincteurs du 07/01/23 réalisé par la société SAMI 94. Cependant, quatre extincteurs n'ont pas été vérifiés, car la société SAMI 94 n'avait pas les accès au local où étaient présents ces quatre extincteurs. L'exploitant déclare que les quatre extincteurs sont situés chez un locataire au 2 ^{ème} étage qui était absent.

L'exploitant doit fournir à l'inspection un justificatif attestant que la vérification de ces quatre extincteurs a bien été réalisée.
De plus, lors de la visite d'inspection, il a été constaté que certains extincteurs étaient posés à terre, les attaches étaient cassées, et deux affichages étaient manquants sur deux extincteurs. Il est rappelé à l'exploitant que les extincteurs doivent être accrochés sur leur support et disposé d'un affichage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : RIA

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; « - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.
Constats : L'exploitant a fourni le bon de vérification des RIA du 07/12/22 réalisé par la société SAMI 94. Sur le rapport, il est mentionné que le RIA n°3 a une petite fuite, le RIA n°10 a une vanne de fermeture hors-service et le RIA n°9 est non alimenté. L'exploitant déclare qu'une intervention est prévue pour le mois de septembre 2023. L'exploitant doit justifier de la bonne remise en état des 3 RIA.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Désenfumage :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Ce point concerne les locaux techniques présents à l'intérieur de l'entrepôt. « Sont, a minima, considérés comme locaux techniques présentant un risque incendie : les ateliers d'entretien et de maintenance, la chaufferie, le local de charge électrique d'accumulateurs et les locaux électriques. « Ces locaux sont équipés en partie haute d'un système d'extraction mécanique ou de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. « En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. « Les commandes d'ouverture automatique et manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles. « Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers du local considéré. « Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus. « Des amenées d'air frais sont réalisées pour chaque zone à désenfumer. « Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.

« Ces dispositions sont applicables aux installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. »
Constats : L'exploitant a fourni l'attestation de vérification annuelle des systèmes de désenfumage du 12/07/23 réalisé par la société SAMI 94, ainsi que le bon d'intervention correctif, du 12/06/23 sur lequel il est mentionné que certaines zones du système de désenfumage sont hors-service (vérin HS, ouverture HS, Compresseur HS...). L'exploitant déclare qu'une intervention est prévue pour le mois de septembre 2023. L'exploitant doit justifier du bon fonctionnement de l'ensemble du système de désenfumage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Portes coupe feu :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
Constats : Le site comprend 4 portes coupe feu. L'exploitant a fourni l'attestation de la vérification annuelle des portes coupe feu du 12/06/23 réalisé par la société SAMI 94 ainsi que bon d'intervention correctif du 12/06/23, qui mentionne qu'une porte coupe-feu à une fermeture incomplète et une butée hors-service, qu'une seconde porte coupe-feu est coincée, et qu'une autre porte coupe-feu a une butée hors-service. Les 3 portes coupe-feu sont à réparer. L'exploitant déclare qu'une intervention est prévue pour le mois de septembre 2023. Il devra fournir le justificatif de réparation des 3 portes coupe-feu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction de fumer ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ; - l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ; - les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

<ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; - les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.
Constats : Les consignes ont été affichées sur les lieux fréquenté par le personnel (l'affichage d'interdiction de fumer est présent sur le site, l'interdiction de brûlage à l'air libre, l'interdiction d'apporter le feu sous une forme quelconque ...).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Evacuation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.</p> <p>En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.</p> <p>Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m2. En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p>
<p>Constats : Le dernier exercice d'évacuation du personnel a été réalisé le 06/09/22, et n'a pas renouvelé six mois après. Il est rappelé à l'exploitant que l'exercice d'évacuation du personnel doit être renouvelé au moins tous les six mois</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p>

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

Constats : L'exploitant a fourni le rapport de vérification du système de sécurité incendie (SSI) du 25/08/22 réalisé par la société GISûreté.

Il est mentionné sur le rapport que l'essai sirène n'a pas été testé à la demande de l'exploitant. L'exploitant déclare que l'essai sirène n'a pas été testé, car il y avait une production en cours difficile à arrêter. De plus, l'exploitant déclare que le 06/09/23 un agent en cuisine a déclenché l'alarme. Tout le personnel du site a été évacué. L'exploitant n'est pas revenu sur le test sirène car selon lui, il est fonctionnel. La prochaine vérification du système de sécurité incendie aura lieu au mois de septembre 2023.

De plus, il est mentionné dans le rapport du SSI du 25/08/22 que les zones 1, 8 et 13 sont non fonctionnelles. L'exploitant déclare que les zones 1, 8 et 13 n'existent plus et ne sont pas en non-conformité.

L'exploitant devra fournir à l'inspection un justificatif attestant du bon fonctionnement de la sirène et un justificatif attestant que les zones 1, 8 et 13 n'existent plus.

Observation n°1 : Il est également mentionné dans le rapport du SSI du 25/08/22 que les plans SSI sont incohérents et qu'il manque plusieurs plans. Les plans SSI ont été mis à jour par l'exploitant. Ils doivent être affichés près des issues de secours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois